

Marché n° 2022 1050 132 841  
EJ court 180 007 16 30  
notifié le 3 janvier 2023  
réunion de lancement : 1<sup>er</sup> février 2023

# Observatoire de l'Arctique

## *Bulletin mensuel*

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –  
CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – TANGUY SANDRE –  
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – JEAN-PAUL VANDERLINDEN –  
FLORIAN VIDAL – THEO URVOY – MAGALI VULLIERME

avec le soutien de la



**AIRBUS**

Analyse de données satellitaires



# SOMMAIRE

<b>AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE .....</b>	<b>3</b>
<b>NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE .....</b>	<b>4</b>
<b>ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE.....</b>	<b>5</b>
<b>INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..</b>	<b>7</b>
<b>QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES .....</b>	<b>8</b>
<b>PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE .....</b>	<b>9</b>
<b>TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME .....</b>	<b>10</b>

## **Contributeurs :**

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge), Julia Tasse (IRIS)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS),

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS)

Bloc Publications : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM)

---

## Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

---

Les **États-Unis** vont ouvrir une présence diplomatique en Norvège dans la ville de Tromsø, la seule au-delà du cercle Arctique, a annoncé le secrétaire d'État Anthony Blinken en visite en Norvège dans le cadre d'une visite des pays nordiques. Ce « *Presence Post* » sera occupé par un diplomate américain. Une présence diplomatique américaine avait existé jusqu'en 1994 dans la ville ([Gouvernement américain](#) ; [Reuters](#), 1<sup>er</sup> juin). Le 31 mai, des touristes chinois munis d'un drone auraient essayé de s'introduire en véhicule dans la base américaine de Fort Wainwright, près de Fairbanks, en Alaska. Ce type d'intrusion ne serait pas inédit sur une base américaine en Alaska, les autorités soupçonnent des touristes d'espionner les installations militaires pour la Chine ([USA Today](#), 31 mai).

Pour son premier déploiement, le porte-avions américain *USS Gerald R. Ford* s'est rendu au-delà du cercle arctique, au large de la Norvège (Vestfjord) et a pris part à l'exercice *Arctic Challenge Exercise 2023* (ACE) regroupant 150 avions. Il était à cette occasion sous le commandement de l'OTAN (STRIKFORNATO) et s'est entraîné avec les forces armées norvégiennes et britanniques ([Arctic Today](#), 5 juin). Un tel déploiement n'avait pas eu lieu dans la zone depuis 65 ans ([Over the Circle](#), 12 juin). Cet exercice se conclut en même temps que l'annonce du Gouvernement suédois d'autoriser les troupes otaniennes à se déployer temporairement sur son sol, avant même son adhésion finale retardée par l'abstention de la Turquie et de la Hongrie ([Arctic Today](#), 9 juin 2023). Une semaine plus tard, deux bombardiers américains B-1B Lancer ont atterri à Luleå afin de s'entraîner aux côtés des forces armées suédoises. C'est la première fois que des bombardiers américains atterrissent en Suède. Autre exercice militaire arctique, les forces armées américaines ont mené l'exercice *Red Flag* depuis les bases d'Eielson et d'Elmendorf-Richardson en Alaska, avec des unités japonaises et sud-coréennes sous le commandement des forces armées américaines du Pacifique ([High North News](#), 12 juin). Enfin, on peut noter la coupure qu'a subie le câble sous-marin Quintillion, qui dessert les communautés situées sur la côte Nord de l'Alaska, ce qui affecte très fortement les services internet de celles-ci. La réparation du câble devrait prendre entre 6 et 8 semaines notamment en raison de la présence des glaces et du manque de navires câbliers dans la zone ([Anchorage Daily News](#), 13 juin).

Le 21 juin, « Affaires mondiales Canada » a annoncé la fermeture de son Centre international sur l'Arctique, situé à Oslo. Cette décision soulève beaucoup d'interrogations dans le milieu diplomatique et arctique, et n'apparaît pas justifiée. Elle va éloigner le Canada d'un État névralgique de la zone, où se trouve le secrétariat du conseil de l'Arctique (Tromsø) ([National Post](#), 27 juin). Les réactions seront donc à suivre. Par ailleurs, le Canada a célébré sa Journée nationale des peuples autochtones le 22 juin, ([RCI Net](#), 22 juin), quelques jours après l'annonce de la création d'un monument aux survivants des pensionnats et aux victimes qui sera érigé sur la Colline du Parlement, à Ottawa ([RCI Net](#), 20 juin).

Au **Groenland**, le Contact Committee, établi en 2021 comme un forum d'échanges réguliers entre le Danemark, le Groenland et les îles Féroé, s'est réuni à Nuuk au début du mois. Il a notamment permis d'aborder **les tensions dano-groenlandaises exacerbées ces derniers mois** (cf. bulletin n°5), de répondre aux **exigences de transparence du Parlement groenlandais vis-à-vis de la politique étrangère danoise** ou encore d'avancer sur **la mise en œuvre de l'accord de défense** ([DR](#), 6 juin ; [DR](#), 7 juin). La Première ministre danoise, Mette Frederiksen, dont le nom est de plus en plus cité comme potentielle future Secrétaire générale de l'OTAN ([Sermitsiaq](#), 5 juin), et le ministre des Affaires étrangères, Lars Løkke Rasmussen, étaient notamment présents aux côtés de Múte B. Egede et son homologue féroïen, Aksel V. Johannesen. Après plusieurs mois de contestations concernant la nomination d'un ambassadeur de l'Arctique (cf. bulletin n°4), le gouvernement groenlandais a ouvert des discussions quant à la nomination d'un nouvel ambassadeur coopté par le Groenland et/ou par une distribution des postes plus favorables au Groenland à l'avenir ([Sermitsiaq](#), 9 juin). En matière de défense, Troels Lund Poulsen, le ministre danois de la Défense, a réaffirmé la centralité de l'Arctique tout en regrettant l'absence de stratégie commune précise à ce stade. **L'Arctic capacity package de 2021 prévoyait de créer une formation à la défense sur le sol groenlandais, qui n'a pas été mise en œuvre.** Dans l'accord de défense, qui a été présenté par le ministère de la Défense à la fin du mois de mai, il est proposé de dépenser 143 milliards de couronnes jusqu'en 2033 ([KNR](#), 7 juin). Sur le plan national, les élections à la tête du parti Siumut pourraient remettre en cause la coalition au pouvoir, et provoquer de nouvelles élections dans les semaines qui viennent, en particulier en cas de victoire d'Aki-Matilda Høegh-Dam ([Sermitsiaq](#), 15 juin). Par ailleurs, cette dernière, élue au Folketing, le Parlement danois, vient d'obtenir une réponse favorable de la part de la présidence du Parlement à sa demande de reconnaître le féroïen et le groenlandais comme langues officielles au Parlement ([Sermitsiaq](#), 14 juin). Après les critiques de Múte B. Egede (cf. bulletin n°5), l'équipe de recherche qui mènera les investigations sur la *spiralkampagnen* a été mise en place, et devrait rendre ses résultats d'ici deux ans ([Sermitsiaq](#), 30 mai). À ce

sujet, la parlementaire groenlandaise au Folketing, Aaja Chemnitz, a appelé le gouvernement danois à d'ores et déjà présenter des excuses ([Sermitsiaq](#), 1<sup>er</sup> juin). En visite au Groenland, Mette Frederiksen, a déclaré : « *Je n'ai aucun doute que de graves crimes et erreurs ont été commis dans les relations dano-groenlandaises au fil des ans, même si nous sommes aujourd'hui dans une situation complètement différente* » ([DR](#), 7 juin). À ce jour, 163 femmes concernées ont décidé de saisir la justice ([Sermitsiaq](#), 24 juin). Un projet de recherche qui doit faire la lumière sur l'histoire du Danemark au Groenland a également été mise en place en fin de mois ([DR](#), 22 juin). Enfin, suite à la démission de Kuupik Kleist de son poste de président de l'*Inuit Circumpolar Council* (ICC) Greenland, notamment en raison des coupes budgétaires décidées par l'Inatsisartut, le Parlement groenlandais, Hjalmar Dahl a été élu à la tête de l'organisation qu'il avait déjà dirigée de 2018 à 2022 ([Sermitsiaq](#), 19 juin).

Le 9 juin 2023, l'Islande a annoncé qu'elle allait **suspendre toutes les opérations de son Ambassade à Moscou** (ouverte en 1944) à partir du 1<sup>er</sup> août 2023. L'Islande a également demandé à la Russie de réduire ses opérations à son Ambassade de Reykjavik, en application de l'article 11 de la Convention de Vienne sur les Relations diplomatiques. **C'est le premier pays membre de l'OTAN à décider la réduction de ses liens diplomatiques avec la Russie** ([RCI Net](#), 9 juin ; [High North News](#), 12 juin). Le ministre des Affaires étrangères russe a indiqué que cette décision, qui « *détruisait toute la gamme de la coopération russo-islandaise* », serait prise en compte pour la future (re)construction des relations russes avec l'Islande ([Reuters](#), 10 juin). Quelques jours plus tôt, une délégation islandaise composée notamment du Président islandais Gudni Th. Johannesson, la Première Dame Eliza Reid et de la ministre islandaise de la Culture et du Commerce Lilja Dogg Alfredsdottir, s'est rendue au Canada pour la première visite d'État en 23 ans. Cette délégation a rencontré le Premier ministre canadien Justin Trudeau ainsi que la gouverneure générale du Canada, Mary Simon ([RCI Net](#), 31 mai).

---

## Norvège – Suède – Finlande – Russie

---

### Nordiques-Russie : déclin des échanges et éloignement diplomatique

Depuis le déclenchement de l'offensive militaire russe en Ukraine, le 23 février 2022, les relations entre les pays nordiques et la Russie ont connu une dégradation continue qui inclut notamment la rupture du dialogue diplomatique, la fin d'une grande partie des coopérations et la diminution des échanges. Cette trajectoire semble se poursuivre inéluctablement avec de nouveaux éléments au cours du mois de juin 2023. Tout d'abord, la Finlande a annoncé l'expulsion de neuf diplomates russes, soupçonnés d'être des agents de renseignement, ce qui est « *contraire à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques* » ([Communiqué de la présidence finlandaise](#), 6 juin 2023).

Ensuite, le maintien de l'accueil des navires de pêche russe dans trois ports du Nord de la Norvège (Båtsfjord, Kirkenes et Tromsø) suscite de plus en plus de méfiance en raison de potentielles activités d'espionnage. À la suite de nouvelles restrictions, les pêcheurs russes voient désormais leur circulation limitée dans les trois ports norvégiens. Preuve de la perte de confiance du côté norvégien, les bateaux russes, de construction norvégienne, ne peuvent plus effectuer leur maintenance dans ces trois ports. Enfin, les données statistiques confirment le déclin significatif du nombre d'entrées de citoyens russes sur le territoire norvégien. Au cours du premier trimestre 2023, seulement 367 visas ont été délivrés contre 1 900 visas mensuellement délivrés avant la période pré-Covid ([thebarentsoobserver](#), [1<sup>er</sup> juin](#) ; [7 juin 2023](#)).

### Norvège : stratégie de développement des activités minières dans les fonds marins

Ces dernières années, les géologues ont mené de nombreuses études pour évaluer le potentiel minéral des fonds marins du plateau continental norvégien. Le ministre du Pétrole et de l'Énergie Terje Aasland a annoncé le 20 juin le développement commercial des minerais sous-marins, mesure préalable pour une éventuelle exploitation minière. Pour le gouvernement norvégien, cette décision a pour objectif de répondre aux besoins de la transition écologique. Ainsi des réserves significatives de cuivre, de cobalt et de titane ont été identifiées dans le nord du pays – qui s'étendent depuis les îles Lofoten jusqu'au large de l'archipel du Svalbard ([Communiqué du ministère du Pétrole et de l'Énergie](#), 20 juin 2023 ; [Rapport du ministère du Pétrole et de l'Énergie auprès du Storting](#), 2023).

Cependant, des voix s'élèvent déjà contre cette perspective. Ainsi, Frederic Hauge, directeur de l'ONG norvégienne Bellona, juge « irresponsable et incompréhensible » la décision du gouvernement norvégien. L'un des arguments avancés concerne la perspective d'une destruction d'écosystèmes, présents dans les fonds marins, dont les connaissances demeurent limitées ([Communiqué de Bellona](#), 20 juin 2023).

### **Péninsule de Kola : coopération militaire et économique avec le Bélarus**

La visite à Mourmansk du Premier ministre bélarusse Roman Golovchenko initie une dynamique inédite avec les autorités locales de cette région arctique. Si cette visite était centrée sur les échanges économiques, une délégation militaire était reçue quelques jours plus tôt dans les infrastructures de la Flotte du Nord. La délégation qui était composée de généraux, amiraux et officiers de l'Académie militaire bélarusse, accompagnée de membres de l'Académie militaire russe, ont notamment assisté à l'exercice naval Kumzha-2023. Cette visite rappelle le renforcement des liens militaires entre les deux pays, qui inclut désormais le déploiement d'armes nucléaires sur le territoire bélarusse.

Sur le plan économique, le vol direct opéré par la compagnie aérienne Belavia entre Mourmansk et Minsk est une première étape de cette coopération croissante entre ces deux partenaires. De même, l'entreprise bélarusse Belaz planifie d'ouvrir un centre de service et de maintenance dans la ville d'Apatity. Enfin, le port de Mourmansk pourrait servir de débouché pour les exportations du Bélarus vers les marchés asiatiques ([Communiqué du ministère de la Défense russe](#), 23 mai 2023 ; [thebarentsobserver](#), 1<sup>er</sup> juin 2023).

### **Arctique russe : retard programmé dans la construction de la ligne ferroviaire longitudinale nord**

Important projet infrastructurel pour désenclaver la péninsule de Yamal, la ligne ferroviaire longitudinale nord (*Severnij šrot'ny hod*) fut longtemps décrite comme un facteur clé dans le développement économique et industriel de l'Arctique russe. Longue de 707 kilomètres, cette voie ferroviaire doit relier le district autonome de Yamalo-Nenets à l'oblast de Sverdlovsk, en traversant les villes de Salekhard, Nadym et Novy Urengoy. Néanmoins, ce projet est repoussé à 2027, voire 2031, ce qui implique une hausse des coûts dans le financement total de l'infrastructure – avec un passage de 650 milliards de roubles (6,71 milliards d'euros) à 730 milliards de roubles (7,53 milliards d'euros). Un des principaux points d'achoppement à l'avancement de ce projet concerne l'absence de décision sur le financement de la construction du pont traversant le fleuve Ob ([Kommersant](#), 19 juin 2023 ; [thebarentsobserver](#), 23 juin 20

---

## **États observateurs et Union européenne**

---

### **20<sup>ème</sup> anniversaire de la coopération scientifique franco-allemande au Svalbard**

Cette année sont célébrés les 20 ans de la base de recherche scientifique franco-allemande AWIPEV, à Ny-Ålesund au Svalbard. Symbole d'un partenariat scientifique solide, et ancrant ces deux nations dans la recherche arctique, cette base offre une place de choix dans l'étude des changements climatiques dans la région et ses conséquences sur les régions subarctiques. ([ArcticPortal](#), 6 juin 2023). Coexploitée par l'Institut allemand Alfred Wegener, le Centre Helmholtz pour la recherche polaire et marine (AWI) et l'Institut polaire français Paul-Émile Victor (IPEV), un protocole d'accord a été signé entre les directeurs des deux dernières entités pour l'occasion afin de renouveler l'importance de la coopération franco-allemande. Située au 79° de latitude Nord, la station AWIPEV soutient également des projets néerlandais, et accueille des chercheurs de cette nationalité.

## Brise-glaces et sous-marins en eaux profondes : outils d'affirmation chinois dans l'Arctique

La Chine conforte ses ambitions polaires en faisant coïncider stratégie polaire et moyens dédiés à ces zones extrêmes. Beijing dépasse les États-Unis en nombre d'unités de brise-glaces actives avec ses deux *Xue Long*, face au seul et ancien *Polar Star* américain. Cet « *icebreaker gap* » entre les deux nations tend à se creuser davantage depuis que la Chine a annoncé l'entrée en construction de son troisième brise-glace et une mise en service d'ici 2025 ([The Eurasian Times, 28 juin 2023](#)). Officiellement dévolu aux expéditions scientifiques – comme ses prédécesseurs –, ce brise-glace pourrait cependant embarquer à son bord un nouveau type de sous-marin de recherche adapté aux grands fonds marins de l'Arctique. Cette innovation ferait de la Chine le deuxième pays – après la Russie suite aux expéditions de Mir I et Mir II – à utiliser des sous-marins en eau profonde avec équipage pour des expéditions scientifiques dans cette région.

L'avancement scientifique chinois en matière polaire participe à l'effort économique et militaire. Les Chinois témoignent d'un fort intérêt pour le développement de la cartographie de l'Arctique – ce que les Canadiens commencent à redouter. Une cartographie complète de l'Arctique canadien sert certes les intérêts scientifiques et permet une navigation sûre, mais permet également de faire circuler des bâtiments de surface et surtout sous-marins en sûreté et discrétion, là où le tirant d'eau le permet.

Mais l'intérêt chinois pour la région ne s'arrête pas au volet scientifique. La route du Nord est déjà expérimentée aux côtés de la Russie, faisant naviguer périodiquement des navires permettant le développement des projets énergétiques dans l'Arctique russe, à l'image du *Pugnax*, transporteur de colis lourds, desservant un module GNL dans la péninsule de Yamal pour le projet Arctic LNG 2 début juin 2023 ([The Barents Observer, 15 juin 2023](#)). Sur le plan de la gouvernance, les tensions régionales actuelles pourraient inciter les deux pays à former un « Conseil de l'Arctique parallèle », alors que la Russie est mise au ban de l'institution ([Financial Times, 5 juin 2023](#)). Cette coopération parallèle, déjà bien ancrée par une alliance économique qui est destinée à se renforcer, fait craindre un Arctique « *sans règles et sans objectif commun* », selon le ministre finlandais des Affaires étrangères, Pekka Haavisto (*ibid*). Une présence militaire plus régulière de la Chine en Arctique, en dehors d'exercices menés avec la Russie, n'apparaît plus au final comme une ligne rouge pour Moscou, dont la dépendance économique à Pékin va s'intensifier. Une patrouille sino-russe au large de l'Alaska en septembre 2022 marquait la possibilité pour la Chine de déployer sa marine dans le Grand Nord. La potentielle dualité des expéditions scientifiques chinoises fait également craindre cette possibilité. Une présence régulière de la Marine chinoise plus au Nord du détroit de Béring étendrait *de facto* le théâtre indopacifique.

## Recherche scientifique et menaces hybrides : l'exemple du Svalbard

La fin programmée de l'activité minière russe à Barentsburg au Svalbard incite Moscou à trouver un autre levier de présence dans l'archipel norvégien. Le ministère russe de l'Arctique et de l'Extrême-Orient envisage ainsi la construction d'un complexe de recherche scientifique au Svalbard ([TheBarentsObserver, 12 juin 2023](#)) sur le modèle du complexe scientifique *Snowflake* situé dans la péninsule de Yamal. Cette station dite « verte » – alimentée vraisemblablement par un système à hydrogène – serait à vocation internationale, invitant des chercheurs des « pays amis » de Moscou parmi les membres des BRICS ou les alliés asiatiques et africains. Cette nouvelle fait directement écho à la suspension des coopérations scientifiques occidentales avec la Russie depuis fin février 2022, ce qui pousserait cette dernière à rechercher de nouveaux partenariats de recherche dans la zone avec des États non arctiques.

Gaëlle Rivard Piché et Bradley Sylvestre évoquent dans un rapport ces différentes menaces dites « hybrides », celles-ci étant des « *actions entreprises par des acteurs étatiques ou non étatiques pour saper ou nuire à une cible en combinant des moyens militaires et non militaires manifestes et secrets* » ([Hybrid CoE Working Paper 24](#), mai 2023). Il est intéressant de faire ce parallèle avec le Svalbard qui, par sa position stratégique, est visé par ces menaces, inquiétant *de facto* la Norvège et ses alliés occidentaux. Le cas de la base scientifique peut être assimilé à l'hybridité des expéditions scientifiques et de la « *military-civil fusion* » utilisée par exemple par la Chine ou la Russie (épisode des deux coupures de câbles sous-marin en 2021, et présence de bateaux de pêche russes à ces deux endroits).

La communauté minière russe présente sur l'archipel était déjà utilisée comme moyen de pression sur les autorités norvégiennes. Les outils économiques et bientôt scientifiques mobilisés par la Russie au Svalbard s'inscrivent dans les mesures visant à « *saper les politiques et les activités des autres États de l'Arctique ou de tester la capacité des États individuels à détecter et à répondre à des défis à petite échelle tout en maintenant un certain niveau de dénégation plausible* ». Cette technique évite de déclencher un conflit plus large et peut pourtant permettre à terme d'acquiescer, puis contrôler un territoire (Andreas Østhagen, [Hybrid CoE Paper 18, mai 2023](#)). Ce phénomène d'hybridité touche plus largement toute la région Arctique, notamment le Canada et le Danemark – vis-à-vis du Groenland – où les autorités craignent de plus en plus les



ingérences chinoises par le biais des télécommunications et des populations autochtones. Le caractère étendu de ces régions, et par conséquent l'éloignement physique des autorités étatiques, favorise ce procédé. Ce procédé pourrait permettre à des États concurrents d'affaiblir la souveraineté et la défense nationale d'un État visé en approchant les zones stratégiques par l'intermédiaire de structures ou de communautés locales – acquisition de terminaux minéraliers ou déploiement de câbles sous-marins par exemple. Le Svalbard étant stratégiquement important pour la Russie et son Bastion, les pratiques hybrides menées sur l'archipel pourraient croître à l'avenir sous différentes formes – cyber, sabotages d'infrastructures énergétiques et de réseaux de câbles sous-marins.

---

## Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

---

### **COP 2 de l'Accord sur la pêche dans l'océan Arctique central, Corée du Sud, 12-14 Juin**

La deuxième réunion de la Conférence des Parties (COP) de l'Accord sur la pêche dans l'océan Arctique central (CAOFA) s'est tenue du 12 au 14 juin 2023 à Incheon, en Corée du Sud. Dans une zone de haute mer où aucune pêche n'a jamais eu lieu, le CAOFA détermine les conditions dans lesquelles les connaissances écologiques sont obtenues et une future pêche commerciale pourrait être autorisée. Le CAOFA est avant tout un instrument de précaution (différent des organisations/associations régionales de gestion des pêches, dont le rôle habituel est de réglementer la pêche commerciale existante). À ce stade de la mise en œuvre, le CAOFA établit en fait une zone protégée s'étendant sur toute la partie en haute mer de l'océan Arctique central, où toute pêche est interdite pour 16 ans. L'*Inuit Circumpolar Council* (ICC), qui avait participé à la réunion du groupe de coordination scientifique du CAOFA par l'intermédiaire de leurs délégations nationales à Utqiagvik, Alaska, en mars 2023 ([ICC, mars 2023](#)), a également participé à cette COP ([Twitter ICC, juin 2023](#)). La COP 2 a étudié le *Joint Program for Scientific Research and Monitoring (JPSRM) Framework*, établi lors de la réunion de mars, dont la mise en œuvre prévoit la coopération entre science et savoir autochtone afin d'améliorer la compréhension des écosystèmes de la zone couverte par l'accord, de déterminer si les stocks de poissons peuvent être exploités de manière durable et d'évaluer les impacts possibles de la pêche sur ces écosystèmes.

Selon le règlement intérieur adopté lors de la COP 1 en novembre 2022, tous les observateurs sont invités à participer aux discussions de la COP et de ses organes subsidiaires. Le WWF a salué le CAOFA comme un exemple de bonne pratique en matière de prise de décision pour la pêche exploratoire, qui ne peut être autorisée que lorsque certaines conditions sont remplies. À l'occasion de la COP 2, le WWF, observateur du CAOFA, a développé des recommandations pour informer sur la mise en œuvre efficace ([WWF, mai 2023](#)). Le WWF veut promouvoir cet outil comme moyen de créer un réseau cohérent et connecté pour la protection d'au moins 30% de l'océan Arctique d'ici 2030, afin de mettre en œuvre le Cadre mondial de la biodiversité (Montréal 2022) et l'accord BBNJ. La COP du CAOFA est tenue d'adopter des mesures de conservation et de gestion pour la pêche exploratoire avant le 25 juin 2024. Ces mesures peuvent inclure une restriction de l'étendue des zones de haute mer de l'océan Arctique central où la pêche exploratoire serait autorisée.

### **Réunion des Groupes de travail du Conseil de l'Arctique à Tromsø, les 13-15 Juin**

Du 13 au 15 juin 2023, la présidence norvégienne du Conseil de l'Arctique (2023-2025) a organisé la première réunion de son mandat avec les présidents et les secrétariats des six groupes de travail du Conseil et du groupe d'experts sur le carbone noir et le méthane. Plus de 30 participants représentant tous les organes subsidiaires du Conseil, y compris le Secrétariat du Conseil économique de l'Arctique (AEC) et le Secrétariat des peuples autochtones (IPS), se sont réunis en personne à Tromsø, en Norvège. Il faut toutefois noter l'absence de la Russie, les SAO n'étant pas invités et la Russie n'ayant la présidence d'aucun groupe de travail. Les secrétaires exécutifs des groupes de travail, dont certains sont de nationalité russe (par exemple de l'[ACAP](#)), ne représentent pas leur gouvernement, ils sont employés (souvent pour de nombreuses années) par le Secrétariat du Conseil.

Cette réunion avait pour but de faciliter la communication et la coopération entre la présidence et tous les organes subsidiaires. Un sujet important de discussion a été l'extension des plans des groupes de travail et d'experts – qui avaient été adoptés en 2021 et qui constituent la base des activités pour la présidence (voir bulletin précédent) – et l'alignement des projets sur les priorités de la présidence norvégienne. D'autres sujets ont été abordés, notamment les perspectives d'engagement des jeunes dans les groupes de travail, les priorités et les défis rencontrés par les participants permanents autochtones en ce qui concerne leur participation aux activités des groupes de travail et l'engagement des observateurs dans les groupes de travail.

Les participants ont également célébré le 10e anniversaire de l'AEC, mis en place en juin 2013, dont le secrétariat est également situé à Tromsø ([Conseil de l'Arctique, juin 2023](#)).

## Réunion du Conseil économique de l'Arctique et du Arctic mayors forum avec quatre sénateurs américains

Le 24 juin, quatre sénateurs américains se sont rendus à Tromsø pour rencontrer les acteurs de l'Arctique et discuter de l'avenir de la région. La délégation bipartisane de quatre États différents représentait l'influente commission des crédits du Sénat et la commission bancaire du Sénat. Elle était composée de Lisa Murkowski, sénatrice de l'Alaska, Chris Coons, sénateur du Delaware, Patty Murray, sénatrice de l'État de Washington, et Catherine Cortez Masto, sénatrice du Nevada. Cette réunion s'inscrivait dans le cadre d'un voyage d'une délégation américaine de décideurs politiques en Lituanie, Norvège et Belgique. En Norvège, la délégation a rencontré des représentants du Forum des maires de l'Arctique, du secrétariat du Conseil de l'Arctique, du Centre pour la logistique du Grand Nord et du Conseil économique de l'Arctique.

Le Forum des maires de l'Arctique représente les dirigeants élus des communautés de toute la région et vise à donner aux gouvernements locaux une voix dans le développement du Nord. Il est actuellement présidé par le maire de Tromsø, Gunnar Wilhelmsen. La réunion a ouvert la voie à une plus grande représentation des villes américaines au sein du Forum, invitant les sénateurs à s'impliquer davantage dans le recrutement de leurs municipalités, soit en tant que membres, soit en tant qu'observateurs. La visite des sénateurs américains intervient peu de temps après que le gouvernement américain a annoncé qu'il établirait une présence à Tromsø (cf. rubrique Amérique du Nord ; [High North News, 26 juin 2023](#)). Pour rappel, aucune ville russe ne fait pour l'instant partie du forum.

---

## Questions militaires, industrielles et technologiques

---

### La recrudescence des menaces « cyber » dans l'Arctique inquiète les autorités occidentales

Le 30 mai 2023, en Finlande, l'ICT d'Oulu a accueilli *SecureTech Oulu* qui est une convention sur le thème de la cybersécurité ([ArcticToday, 6 juin 2023](#)). Urmas Ruuto, chef de la branche technologique du Centre d'excellence coopératif en cyberdéfense de l'OTAN (CCDCOE), est intervenu sur les nouvelles menaces pesant sur la sécurité internationale – de type *phishing* ou attaques de serveurs –, et les outils déployés par l'OTAN pour y répondre. Dans le cas de l'adhésion récente de la Finlande dans l'Alliance, cette présence est d'autant plus symbolique que le pays est déjà une tête de pont de la recherche sur les nouvelles technologies. Le cyber est partie intégrante des menaces hybrides menées entre autres par les Chinois et les Russes, amenant les États polaires à redoubler de vigilance, et à conscientiser cette nouvelle forme de menace pouvant avoir de fortes conséquences, tant économiquement qu'en termes d'ingérence et de sécurité nationale. L'éveil du Groenland sur la question fournit une bonne indication sur le poids de cette menace dans l'Arctique dont un certain nombre de territoires autonomes, isolés ou en quête d'autonomie ou d'indépendance suscitent l'intérêt de puissances étrangères. ([Regard sur l'Arctique, 14 mars 2023](#)) Ainsi, les communautés de l'Arctique canadien, le Svalbard, les îles Féroé ou les îles Alands pourraient s'ajouter au Groenland en tant que « cibles » principales, pression que les autorités centrales cherchent à endiguer par des soutiens économiques et des politiques sociales visant à réduire l'isolement de ces potentielles cibles. Cette forme d'ingérence inquiète également l'OTAN, dont l'intérêt pour l'Arctique se fonde aussi sur ces territoires stratégiquement importants face à la Russie. Ces menaces poussent donc à s'interroger sur les moyens à mettre en place pour



assurer la sécurité nationale dans une région longtemps préservée des conflits. Vaste et peu peuplé, l'Arctique constitue néanmoins un terrain favorable à la pratique de cette « guerre hybride ».

## La marche vers le « 100% énergies renouvelables » des pays nordiques

La Finlande poursuit sa politique de développement énergétique, dans laquelle l'éolien offshore tient une place de premier ordre. En plus de le diriger vers un mix énergétique plus vert, une telle politique ferait bénéficier le pays de 3,2 milliards d'euros de taxes, et d'une capacité de 148 000 années-personnes de travail ([ArcticToday, 9 juin 2023](#)). Se plaçant en chef de file de l'énergie éolienne offshore dans les pays nordiques, la Finlande souhaiterait rapatrier sur son sol la chaîne complète de fabrication de cette énergie. Dans le même temps, les leaders mondiaux des énergies renouvelables, Ørsted et Vestas, ont annoncé un partenariat visant à régionaliser plus encore l'éolien offshore ([ArcticToday, 8 juin 2023](#)). Les deux entreprises norvégiennes ont pris des engagements concernant l'approvisionnement durable de ces infrastructures, à savoir le recyclage et la faible teneur en carbone des matériaux de construction de leurs projets communs. L'éolien offshore vise à améliorer la sécurité énergétique, rendre plus abordable l'énergie et endiguer la crise climatique. Dans le même temps, le Parlement suédois a adopté un nouvel objectif énergétique en autorisant la poursuite de la planification de nouvelles centrales nucléaires sur le sol suédois ([ArcticToday, 21 juin 2023](#)). Pourtant en tête de file des pays investissant pour un avenir sans énergie fossile, la réalité économique du pays le ramène à une solution mixte, se voulant être temporaire. Face à l'augmentation de la demande en électricité, l'énergie « verte » ne leur assurerait pas encore la stabilité dont le pays a besoin.

Cette marche vers le « 100% énergies renouvelables » passe également par l'hydrogène, dont la Suède cherche à favoriser une industrie produisant et utilisant l'hydrogène sans recours aux énergies fossiles ([ArcticToday, 9 juin 2023](#)). Dans ce cadre, la première usine au monde utilisant ce procédé pour chauffer de l'acier devrait ouvrir d'ici l'automne 2023. L'objectif à terme est d'étendre ce procédé à d'autres secteurs et d'autres régions. Une stratégie plus large annoncée par les pays bordant la mer du Nord complète ces initiatives nordiques. L'objectif des pays nordiques est d'installer une capacité d'au moins 300 gigawatts d'énergie éolienne offshore d'ici 2050, soit l'équivalent d'un peu plus de 300 réacteurs nucléaires ([RUSI, 27 juin 2023](#)). L'Arctique étant une « zone expérimentale » pour ces technologies énergétiques – allant de pair avec les câbles sous-marins notamment –, de nouvelles formes de menaces engendrent des craintes parmi les autorités nationales et régionales. L'OTAN demeure la seule autorité commune à ces pays en matière de protection de ces infrastructures maritimes, rendant nécessaire l'établissement de stratégies hors Alliance, voire d'institutions coopératives propres à ces pays. Ceci contribuerait à déléguer une partie du travail de protection au cadre civil, et à le former, permettant de répondre préventivement et plus efficacement à ces menaces en dehors du seul cadre militaire. En définitive, « **la sécurité de la mer du Nord est étroitement liée à la sécurité de la transition énergétique verte** » selon les auteurs, amplifiant dès maintenant la nécessité de développer une stratégie sécuritaire concrète dans cette marche vers le « 100% énergies renouvelables ».

---

## Publications des instituts de recherche

---

### **L'Arctique, sentinelle climatique de notre monde, pourrait voir sa banquise estivale disparaître dès 2030.**

Les étés caniculaires se répètent en Arctique, à l'image des incendies géants au Canada, mais également les températures historiquement élevées touchant la Sibérie – entre 38 et 40°C dans la région depuis le début du mois de juin. Alors que les projections climatiques (GIEC, AR6) envisageaient une disparition pendant plusieurs semaines de la banquise estivale à l'horizon 2040, des études récentes estiment que ce phénomène pourrait se dérouler beaucoup plus tôt. Dans la revue [Nature Communications](#), des chercheurs Allemands, Canadiens et Sud-Coréens, montrent une sous-estimation du retrait de la banquise estivale, qui pourrait disparaître chaque mois de septembre à partir de 2030. Prévoyant également l'élévation du niveau marin, la forte hausse des émissions de méthane, ainsi que la perte d'efficacité des puits de carbone, le sixième rapport (AR6) du GIEC estimait toutefois encore plausible le retardement de cet événement. Malgré les nombreuses

promesses et engagements issus des COP pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, le phénomène apparaît inexorable pour les auteurs en été. En revanche, la perte de surface de banquise en hiver peut encore être freinée par des mesures d'atténuation.

La glace de mer est importante pour la régulation directe et indirecte de nombreux phénomènes en Arctique, tels que la température de l'océan Arctique, la fonte de la calotte glaciaire du Groenland, les températures atmosphériques en Arctique, les feux de forêt, la fonte du pergélisol fragilisant les structures humaines. Dirk Notz, co-auteur de l'article, souligne dans [une interview](#) : « Ce sera le premier composant majeur de notre système climatique que nous perdons à cause de nos émissions de gaz à effet de serre ». L'océan « libre de glace » ne sera cependant pas moins dangereux qu'aujourd'hui avec la présence multipliée de « growlers ». ([PolarJournal, 12 juin](#)) Déjà en mars 2023, des chercheurs norvégiens concluaient dans un [rapport](#) à la disparition en été de la glace de mer arctique ([HighNorthNews, 24 mars 2023](#)). La glace ne se régénérerait plus de manière assez épaisse depuis les étés 2005 et 2007, passant de 3 à 4 mètres à ces dates, à 1,5 m en été depuis 2007.

Parallèlement, des scientifiques de l'Institut de l'environnement et des ressources à l'Académie chinoise des sciences relèvent une « baisse de la superficie des lacs dans les régions de pergélisol de l'Arctique ». Le [rapport](#) paru dans la revue *Science of The Total Environment* vise à comprendre les « effets de l'équilibre des eaux de surface sur les variations de la superficie des lacs dans différentes conditions de pergélisol, de terrain et de climat ». La conclusion est une diminution de la surface annuelle des lacs arctiques, en ce qu'ils sont concentrés dans une topographie à « relief bas et plat, à forte densité de plans d'eau et à température de surface élevée du pergélisol » ([Regard sur l'Arctique, le 8 juin](#)). L'Arctique, sentinelle climatique du monde, connaît des bouleversements environnementaux très rapides, qui auront des effets de cliquet sur d'autres composantes naturelles (pergélisol, océan, vague de chaleur...).

---

## Trafic maritime – Sécurité maritime

---

La compagnie d'énergie nucléaire Rosatom va faire construire un navire de stockage de combustible nucléaire usé. Le navire de 158 m de long et de 22 661 tonnes permettra à Rosatom de remplacer le combustible nucléaire de sa nouvelle flotte de brise-glaces, ainsi que de la petite centrale nucléaire flottante Akademik Lomonosov amarrée à Pevek. Le navire polyvalent aura une classe glace Arc5. Il remplacera l'*Imandra* âgé de 40 ans. En règle générale, le combustible à l'uranium est utilisé dans les réacteurs brise-glaces pendant 3 à 4 ans avant d'être remplacé ([TheBarentsobserver.com](#), 30 mai 2023. Image : @Rosatomflot).



Le président de Novatek, Leonid Mikhelson, a annoncé son intention de mettre en œuvre le projet Mourmansk LNG avec 3 lignes de liquéfaction de 6,8 MT par an, dont les deux premières devraient être mises en service respectivement en 2027 et 2029. Mourmansk LNG utilisera la technologie brevetée Arctic Mix dérivée d'Arctic Cascade mise en place sur le 4<sup>ème</sup> train à Yamal LNG. Le coût de la liquéfaction du gaz naturel au projet Mourmansk LNG sera inférieur à celui du projet Arctic LNG-2. Novatek propose d'assembler des modules pour les trains dans le chantier de Belokamenka qui fabrique déjà les modules pour Arctic LNG-2. L'alimentation électrique sera assurée par la centrale nucléaire russe de Kola, située à environ 200 kilomètres de Mourmansk. Le gaz sera acheminé par gazoduc en provenance des gisements de Gazprom ([ProArctic.ru](#), 13 juin 2023 ; [TheBarentsObserver.com](#), 07 juin 2023, [Upstreamonline.com](#), 08 juin 2023, [Neftegaz.ru](#), 20 juin 2023).

Un nouveau rapport complet du CHNL (*Center for High North Logistics*) donne un aperçu des flux de fret sur la route maritime du Nord de la Russie en 2022. Alors que le volume global de fret est resté stable, l'analyse montre que le trafic est devenu encore plus dominé par les navires et les opérateurs russes. Les sanctions économiques et le retrait ultérieur des entreprises occidentales, par exemple dans le secteur pétrolier et gazier, ont entraîné une diminution du trafic international et des opérateurs utilisant la route. Le volume global de fret de destination est resté à peu près stable avec 34 MT, contre 34,8 MT l'année précédente. Environ 20 MT comprennent le transport de GNL du port de Sabetta vers l'Europe et l'Asie.

Les méthaniers spécialisés Arc7 ont effectué 242 voyages de GNL. La prédominance du trafic de transit est du cabotage Russe et il y a presque une absence totale de fret international ([Chnl.no](#), 9 juin 2023 ; [HighNorthnews.com](#), 15 juin 2023, [Neftegaz.ru](#), 13 juin 2023).

Le **flux de gaz naturel liquéfié (GNL) produit dans l'Arctique** russe vers l'Europe se poursuit sans interruption. Les données d'expédition analysées par HNN montrent qu'au rythme actuel de livraison, les totaux en 2023 pourraient dépasser les chiffres de 2022, qui ont eux-mêmes augmenté de 30 % par rapport à 2021. L'année dernière, les pays de l'UE ont reçu environ 90 % du GNL produit par le site de Yamal LNG. En 2022, la Belgique, la France et l'Espagne représentaient ensemble près de 75 % du GNL expédié depuis Sabetta. Au total, les trois pays représentent 318 des 348 livraisons effectuées dans l'UE depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Depuis le début de la guerre deux mois plus tard, l'UE a reçu environ 20 MT de GNL de Russie via plus de 300 expéditions, ce qui représente environ 20 milliards de dollars de revenus gaziers pour la Russie. ([HighNorthnews.com](#), 22 juin 2023).

À partir du 24 juillet 2023, le Conseil de l'UE a décidé d'interdire dans son 11<sup>ème</sup> train de sanctions l'admission dans les ports des pays de l'UE des navires impliqués dans la pratique du transbordement de cargaisons de navire à navire, si les autorités compétentes ont des raisons de croire que ces navires sont impliqués dans une violation de **l'interdiction d'importer du pétrole russe par voie maritime dans l'UE** et des produits pétroliers ([Korabel.ru](#), 24 juin 2023).

L'unité de stockage flottante **FSU SAAM** construite par DSME va arriver à destination à Ura Guba fin juin, fjord russe situé à l'ouest de la ville de Mourmansk. La baie d'Ura est aujourd'hui avant tout connue pour sa base de sous-marins nucléaires. Le fjord a des eaux profondes et ne gèle pas en hiver. Un FSU similaire au *Saam*, le *Koryak*, est en construction et devrait être déployé plus tard cette année dans la péninsule extrême-orientale du Kamtchatka ([TheBarentsobserver.com](#), 19 juin 2023).

À l'occasion du Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF) consacré au développement de la Route maritime du Nord, Rosatom a annoncé la commande de **15 centrales nucléaires flottantes** le long de la RMN. Cette solution flottante d'une puissance de 50 à 100 MW par unité (deux unités sur l'Akademik Lomonosov, la seule centrale de ce type actuellement) est très adaptée à la fonte du pergélisol en Arctique ([Tass.ru](#), 15 juin 2023).

Les **chantiers navals canadien Seaspan ont entamé la construction du premier brise-glace polaire lourd**, chantier qui n'avait pas été réalisé au Canada depuis plus de 60 ans. Avec un déplacement de 27 876 tonnes, le brise-glace polaire mesurera 158 mètres de long et 28 mètres de large et pourra accueillir jusqu'à 100 personnes. Ce Brise-glace lourd est de classe polaire PC2 avec une puissance de 40 MW ([MarineInsight.com](#), 5 juin 2023).

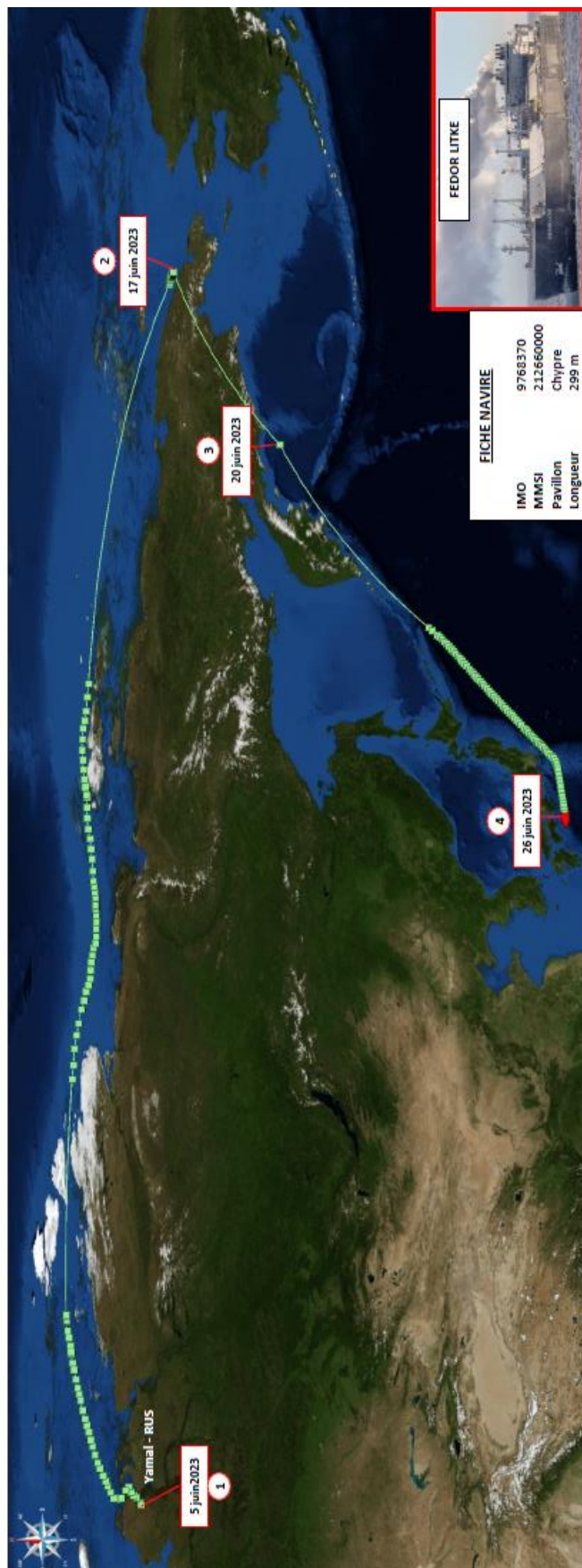
Un projet **d'expansion du port de Nome** à plus de 600 millions de dollars sera le premier port arctique en eau profonde du pays. Cet agrandissement, qui devrait être opérationnel d'ici la fin de la décennie, pourra accueillir de plus grands navires de croisière d'au moins 4 000 passagers et des cargos pour livrer des marchandises supplémentaires aux 60 villages autochtones de l'Alaska ([Rcinet.ca](#), 13 juin 2023).

Les transits vers l'Est sur la **route maritime du Nord** ont repris début juin. La route n'est pas encore libre de glace et nécessite l'escorte d'un brise-glace. Le *Sibir* et l'*Arktika* se sont relayés pour escorter le tanker LNG Arc7 *Fedor Litke* en route vers l'Asie du Nord-Est. Le temps moyen de transit est d'une vingtaine de jours entre Sabetta et les ports asiatiques. Dans l'autre sens, le transporteur de colis lourds *Pugnax* est chargé du module du train de liquéfaction n°2 pour le projet Arctic LNG-2. ([TheBarentsObserver.com](#), 09 juin 2023, [TheBarentsObserver.com](#), 15 juin 2023).

Airbus Amber

DEFENCE AND SPACE

## SUIVI DU METHANIER FEDOR LITKE EN TRANSIT VERS L'ASIE



AIRBUS

Figure : Premier transit estival vers l'Est d'un tanker Arc7 LNG (@Airbus Defense/space)